

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET D'ETUDE POUR L'ENQUETE
DE SURVEILLANCE COMPORTEMENTALE ET BIOLOGIQUE (ESCOMB) 2025 EN REPUBLIQUE DE
GUINEE**

REF. N° 002-AAO- PM/CO/SCM/FY26

I- CONTEXTE :

L'infection par le Virus de l'Immunodéficience Humaine (VIH) constitue à la fois un problème de santé publique et de développement. Selon le rapport mondial de l'ONUSIDA en 2023, il y a environ 39,9 millions [36,1- 44,6 millions] de personnes qui vivent avec le VIH dans le monde. L'Afrique subsaharienne reste l'une des régions les plus touchées, avec près de 61 % des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) dans le monde. Dans son rapport de 2022, l'ONUSIDA montre que malgré la baisse des nouvelles infections, 80 % de celles-ci surviennent parmi les populations clés et leurs partenaires sexuels.

La Guinée, à l'instar des autres pays de l'Afrique subsaharienne, est touchée par cette pandémie. La séroprévalence du VIH dans la population générale est estimée à 1,5 % : 1,6 % chez les femmes et 1,3 % chez les hommes (EDS 2018). L'infection à VIH est caractérisée par sa forte concentration dans certaines zones géographiques, notamment en milieu urbain et au sein des populations clés et vulnérables. La prévalence varie de 3,6 % à 9,8 % au sein des populations clés : 3,6 % chez les Utilisateurs de Drogues Injectables (UDI), 4,9 % chez les Professionnelles de Sexe (PS) et 9,8 % chez les Hommes ayant des rapports Sexuels avec les Hommes (HSH) (ESCOMB 2022). L'ESCOMB 2018 faisait mention que la prévalence était de 1,4 % à 3,9 % dans les groupes vulnérables : 3,9 % chez les pêcheurs, 2,3 % chez les routiers, 3,5 % chez les Hommes et Femmes en Uniforme (HFU), 2,3 % chez les prisonniers et 1,4 % chez les miniers.

Ces séroprévalences au sein des groupes vulnérables montrent une situation encore préoccupante pour diverses raisons, notamment :

La tendance à la baisse reste à confirmer,

La sexualité est de plus en plus précoce dans la population jeune,

La connaissance approfondie de la transmission du VIH est encore limitée, y compris parmi les populations clés et les groupes vulnérables,

Une proportion des personnes, y compris le personnel de santé, a une attitude stigmatisante et discriminatoire à l'égard des PVVIH et des populations clés,

L'utilisation du préservatif dans les relations sexuelles à risque est globalement insuffisante, bien que les PS paraissent plus l'utiliser avec leurs clients, etc.

Pour lutter contre l'épidémie de VIH, le pays bénéficie de l'appui financier du Fonds mondial et met en œuvre des interventions auprès de la population générale et plus spécifiquement auprès des populations clés et vulnérables. C'est pour assurer le suivi à l'échelle nationale de l'évolution de l'épidémie que le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, les entités nationales et les partenaires au développement mènent régulièrement des enquêtes épidémiologiques.

Ainsi, après les ESCOMB de 2001, 2007, 2012, 2015 et 2017, il a été confié à Plan International Guinée, à l'instar de celle réalisée en 2022, la coordination de la réalisation de l'ESCOMB 2025 du VIH et des IST auprès des populations clés (PS, HSH, UDI) sur toute l'étendue du territoire national. Il faut noter que cette édition ESCOMB 2025 va inclure dans les cibles populations clés les transgenres (TG). Elle se réalisera sous la supervision du PNLSH, CNLS et de toutes les parties prenantes au compte de l'année 2025

III- Critère d'éligibilité

Être régulièrement enregistré en République de Guinée et/ou dans le pays où le cabinet a son siège.

- **Critères généraux et expériences**

- Le cabinet retenu devra avoir une expérience prouvée dans la réalisation des études de surveillance comportementale et Biologique (ESCOMB), l'estimation de la taille des populations clés et doit avoir des connaissances sur les derniers guides internationaux de l'OMS/ONUSIDA pour la réalisation d'une telle enquête.
- L'étude sera menée par un cabinet disposant d'une équipe multidisciplinaire de consultants, coordonnée par un consultant principal. Cette équipe doit avoir une expérience avérée dans la réalisation des études de santé publique, socio démographiques, comportementales et de préférence en matière de IST/VIH/SIDA en général et en particulier auprès des populations clés, vulnérables et des minorités sexuelles ou des populations dites cachées/d'accès difficile. Spécifiquement, l'équipe du Cabinet disposera des compétences répondant au profil ci-après :
 - **Un consultant principal** : il sera titulaire d'un diplôme universitaire en médecine et en épidémiologie et/ou santé publique (BAC + 7 au moins) et aura au moins dix (10) ans d'expérience dans les recherches en général sur le VIH/Sida et en particulier sur les études sociologiques, démographiques, comportementales, biologiques en santé publique, auprès des populations clés, notamment les HSH, les PS, les transgenres et les UDI. Ce dernier doit disposer dans son capital d'expérience, d'un ensemble de résultats d'études, de recherche, de conception de documents stratégiques réalisés en rapport avec l'ESCOMB.
 - **Un consultant en santé publique**, en démographie ou en général en sciences sociales. Avoir une expérience **consultant associé en sciences sociales** ; Il devra avoir un diplôme universitaire en sociologie et/ou en professionnelle d'au moins cinq (5) ans dans la réalisation des études avec des méthodologies appropriées en matière de sciences sociales en général et en particulier en santé publique dans le domaine du VIH/Sida.
 - **Un consultant associé en statistiques** ; il sera titulaire d'un diplôme universitaire en biostatistique ou assimilé et aura une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans la collecte, le traitement et l'analyse de données liées à la santé en général et à l'infection à VIH et aux IST en particulier.
 - **Un consultant associé en expertise Biomédicale.**
Il sera titulaire de diplôme universitaire biomédicale (biologie et/ou bactériologie et/ou virologie). Il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans la gestion des études impliquant un volet biologique/bactériologique/virologique en général dans le domaine de la santé et en particulier dans le domaine du VIH/Sida au profit des populations clés et vulnérables.
- Toutes autres compétences disponibles notamment en anthropologie, genre, droits humains, sociologie, et en finance au niveau du cabinet seront d'un atout appréciable pour le choix du cabinet ainsi que des moyens logistiques adéquats.
- Avoir une expérience avérée en collecte de données numériques (CsPro, ODK/Kobo-collect, Survey Solutions, Survey CTO, etc.)

IV - Dossier à fournir

Documents administratifs :

- L'attestation d'inscription au registre du commerce ou tout autre document pouvant attester l'immatriculation du candidat par les autorités compétentes du pays d'exercice (copie certifiée) ;
- Le quitus fiscal en cours de validité,
- Annexe : D Non-staff code of conduct de Plan International

Documents techniques

- Une lettre de motivation
- Le cahier des charges
- La méthodologie de l'étude (y compris l'approche méthodologique et la méthode d'échantillonnage)
- Outils de collecte d'évaluation
- Le plan d'analyse des données
- La structure/le plan du rapport
- L'analyse des risques et mesures d'atténuation
- Organisation et logistique
- Calendrier indicatif des activités

Présentation des CV du cabinet et preuves :

- Curricula vitae des consultants proposés par le cabinet, mettant en évidence les qualifications et expériences pertinentes ;
- Une copie légalisée du/des diplôme/s pertinent/s des consultants proposés par le cabinet ;
- Références du cabinet, en termes de prestations antérieures analogues avec les cibles ou des cibles similaires, au cours des sept (07) dernières années, appuyées d'au moins trois (3) attestations de bonne exécution ou autres preuves d'expériences délivrées par les organismes bénéficiaires de ses services ;
- Attestations de bonne exécution ou autres preuves d'expériences délivrées à chaque membre de l'équipe de consultants proposés par le cabinet par les organismes bénéficiaires de leurs services

Documents financiers

- La lettre de soumission datée, signée, cachetée et conforme au modèle de Plan International Guinée ;
- Le devis quantitatif et estimatif datés, signés et cachetés selon le modèle de Plan International Guinée,
- Une copie du Relevé d'Identité Bancaire (RIB) du Soumissionnaire.
- La proposition financière doit inclure les frais professionnels et le nombre de jours total pour chaque membre de l'équipe (inclusifs des enquêteurs), de voyage et les frais de déplacements en Guinée ainsi que les frais pour la formation et le pilotage des enquêteurs.
- Le compte de résultat certifié de chacun des trois derniers exercices comptables
- frais de déplacements en Guinée ainsi que les frais pour la formation et le pilotage des enquêteurs.

V- Retrait du DMI :

Les Document d'Appel à Manifestation d'Intérêt sont à retirer directement en cliquant sur le lien suivant [DOSSIER D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET](#)

VI- Date limite de dépôt des soumissions

Les soumissionnaires sont tenus de soumettre leur proposition, y compris toutes les annexes requises, par dépôt physique contenant une copie électronique sur clé USB au niveau de la réception de Plan International Guinée ; sise à Kipé ; en Face du Lycée – Résidence Matou ou par courrier électronique à l'adresse suivante :

PlanGuinea.COServices@plan-international.org au plus tard le vendredi 25 février 2026 à 17h00

Approuvé par

**Evariste SINDAYIGAYA
Directeur pays**